



Archives et Droits de l'Homme

Août 2014 – Principes relatifs à l'accès aux archives

Cet article est le deuxième d'une série de brèves discussions sur les principes d'accès aux archives adoptés par le Conseil international des archives lors de son assemblée générale annuelle en août 2012.

Principe 1. Le public dispose du droit d'accès aux archives des organismes publics. Tant les organes publics que privés devraient ouvrir leurs archives de la façon la plus large possible.

L'accès aux archives de l'administration publique est essentiel pour une société informée. La démocratie, la capacité à rendre des comptes, la bonne gouvernance et l'engagement civique exigent la garantie juridique que les personnes auront accès aux archives des organismes publics produites par des gouvernements nationaux, des territoires autonomes et des administrations locales, des institutions intergouvernementales, et par toute organisme et toute personne physique ou morale exerçant des fonctions publiques ou fonctionnant avec des fonds publics. Toutes les archives des organismes publics sont ouvertes au public sauf si elles relèvent d'une exception juridiquement fondée.

Les institutions tant publiques que privées détenant des archives privées n'ont pas l'obligation légale d'ouvrir leurs archives à des usagers externes, sauf législation spécifique, exigence ou règlement juridique leur imposant cette responsabilité. Cependant de nombreuses archives privées détiennent à la fois des documents institutionnels et des papiers personnels qui ont une valeur importante pour comprendre l'histoire sociale, économique, religieuse, communautaire et personnelle, ainsi que pour faire progresser la pensée et soutenir le développement. Les archivistes travaillant dans des institutions privées et gérant leurs archives les encouragent à fournir au public l'accès aux archives, en particulier si ces institutions détiennent des archives dont la connaissance permettra de protéger des droits ou de profiter à l'intérêt public. Les archivistes mettent l'accent sur l'importance de l'ouverture des archives institutionnelles pour contribuer à assurer la transparence et la crédibilité de l'administration, améliorer

la compréhension par le public de l'histoire unique de l'organisation et de ses apports à la société, aider l'institution à assumer sa responsabilité sociale de partage de l'information pour le bien public, et améliorer l'image de l'institution.

Le premier principe est une déclaration globale de l'importance de l'accès aux archives. Il sert de cadre au reste des Principes.

Les archivistes et les chercheurs s'accordent à dire que les documents gouvernementaux sont essentiels pour comprendre le passé. Voici un exemple: entre 1946 et 1958, les habitants des îles Marshall ont enduré soixante-sept essais nucléaires expérimentaux lancés par les Etats-Unis, qui étaient les administrateurs du Territoire sous tutelle de Micronésie, qui comprenait ces îles. Les habitants de quatre atolls ont été exposés à la contamination des retombées nucléaires qui ont compromis la santé des individus, rendu leurs terres inhabitables et détruit leurs ressources marines et leur faune. En 1986, les îles ont gagné leur souveraineté en tant que République des îles Marshall (RMI), quand les gouvernements des Etats-Unis et de la RMI ont conclu un Compact of Free Association, en vertu duquel les États-Unis ont accepté la responsabilité pour les dommages causés par les essais et ont établi un fonds de compensation administré par un Tribunal mis en place par le gouvernement de la RMI. Afin de répartir équitablement les revenus du fonds, le gouvernement de la RMI et son Tribunal des revendications nucléaires devaient savoir exactement ce qui s'était passé avant, pendant et après les essais ; en d'autres termes, ils devaient avoir accès aux archives américaines. Les autorités américaines ont commencé à identifier et déclassifier les documents pertinents du gouvernement, et bien que des milliers de pages de documents aient été remises à la RMI, certains documents ont été déclassifiés seulement en partie et certains ont été totalement retenus. Le Tribunal, pressé de commencer à effectuer des paiements de compensation, a commencé son travail sur la base d'informations incomplètes. Mais le gouvernement de la RMI refuse de fermer la procédure avant de savoir ce qui s'est réellement passé dans les îles jusqu'à ce que toutes les archives soient ouvertes ; il insiste sur le fait qu'il ne peut y avoir "aucune fermeture sans divulgation complète."

Les archives du gouvernement ne suffisent pas, cependant, pour que nous puissions acquérir une compréhension complète des événements du passé. Comme l'a écrit la Société d'Histoire des relations extérieures des Etats-Unis, en commentant le projet des Principes, « Dans un monde d'ONG, de gouvernance extra-nationale, d'acteurs non gouvernementaux financés (indirectement) par les Etats, et les diverses formes d'accords et d'activités d'organisations non gouvernementales / étatiques qui affectent les sociétés, les documents d'archives doivent être conservés aussi complètement que possible, même si la vie privée, les droits de propriété et / ou la sécurité nationale en retardent l'accès ». Quelques exemples démontrent la nécessité d'avoir accès aux archives du secteur privé.

* La Commission de vérité et réconciliation du Canada effectue des recherches sur "l'histoire, le but, l'exploitation et la supervision du système des pensionnats indiens, l'effet et les conséquences de l'IRS (y compris les dommages systémiques, les conséquences intergénérationnelles et l'impact sur la dignité humaine) et l'héritage continu des pensionnats". On estime que 100'000 enfants des Premières nations ont été

arrachés à leurs familles et forcés à vivre dans 130 pensionnats depuis plus d'un siècle, à partir des années 1880 et jusqu'en 1996. La majorité des écoles étaient administrées par des entités catholiques, environ un quart des écoles étaient gérées par l'Eglise anglicane, et le reste par des presbytériens et l'Eglise unie. Les archives de toutes ces églises sont des ressources essentielles pour le travail de la Commission.

* En 2012, la Société Nationale des Chemins de fer français (SNCF), a numérisé et mis sur son site Web public l'ensemble de ses archives de l'époque de la Seconde Guerre mondiale, répondant à une demande de la part des victimes de guerre pour qu'elle prenne en compte son rôle dans les déportations vers les camps de concentration nazis.

* En Argentine, *Memoria Abierta*, fondée en 1999 par une coalition d'ONG, collecte, conserve et met à disposition les matériaux que les ONG ont amassés au cours des années pour documenter les violations des droits humains perpétrées au cours de la «sale guerre» de 1976-1983.

Comme la Déclaration universelle des Archives le dit si éloquemment, les archives sont une "nécessité vitale . . . pour soutenir l'efficacité, la responsabilisation et la transparence des entreprises, pour protéger les droits des citoyens, pour établir la mémoire individuelle et collective, pour comprendre le passé, et pour documenter le présent dans le but d'orienter les actions futures". L'accès aux archives s'avère nécessaire dans la réalité.

Commentaire.

(Rédigé et compilé par Trudy Huskamp Peterson, Présidente du groupe de travail des droits de l'homme HRWG, Conseil international des archives. Traduit par Cristina Bianchi, AAS)

La fièvre Ebola. L'accident du vol MH17 de Malaysia Airlines. Les combats dans un arc qui va de Gaza à Bagdad. Les enfants non accompagnés à la frontière sud des États-Unis. Juillet a été un mauvais mois. Tous ces événements ont reçu une couverture médiatique énorme, internationale. Une question qui n'a pas reçu d'attention internationale similaire, mais qui continue à évoluer, est le sujet sur l'utilisation non autorisée de matériel génétique du peuple Huaorani d'Equateur, pris sur eux par des scientifiques américains dans des circonstances douteuses. Les archives pourront fournir des clés de compréhension sur la violation des droits humains qui ont eu lieu et peut-être même conduire à une prise de responsabilité et des indemnités.

Tout d'abord, le contexte. Les Huaorani vivent dans la région amazonienne de l'Est de l'Equateur. La Royal Dutch Shell a commencé l'exploration pétrolière dans la patrie Huaorani dans les années 1930, et à partir des années 1960, un certain nombre de grandes compagnies pétrolières s'y sont installées. Au début des années 1990 (la date varie selon les rapports), le gouvernement équatorien a octroyé à Maxus Energy Corporation de Dallas, au Texas, le droit de forer, de construire un pipeline et une route d'accès dans les terres appartenant aux Huaorani.

Dans les années 1990, les chercheurs en médecine ont commencé à s'intéresser aux Huaorani, qui semblent posséder une mutation génétique qui confère une immunité à certaines maladies comme l'hépatite. Ainsi en 1991, dans un arrangement qui n'est pas clair, deux chercheurs en médecine de l'Université de Harvard sont allés en Equateur et "avec l'aide d'une personne en liaison avec la compagnie pétrolière" (selon un article de 2013 dans *The Scientist*) ont pris près de 3500 échantillons de sang de 600 membres Huaorani ainsi que des échantillons de peau. Dans un rapport publié en juillet 2014, le Conseil des affaires hémisphériques, une organisation non-

gouvernementale basée aux Etats-Unis, a écrit: "Moins de 20 pour cent des participants ont signé une autorisation pour la procédure, et tous étaient encore sous l'impression que leur sang avait été extrait pour effectuer des examens médicaux personnels". Les échantillons ont été ramenés aux États-Unis et, en 1994, ils ont été fournis à l'Institut de recherche médicale Coriell, basé dans l'État américain du New Jersey, qui à son tour a vendu des lignées cellulaires d'ADN Huaorani à des laboratoires de recherche médicale dans huit pays différents.

Les Huaorani n'ont jamais reçu les rapports médicaux qu'ils attendaient, et en 2010, un représentant du peuple a déposé une plainte auprès du gouvernement. L'ombudsman du gouvernement équatorien a ouvert une enquête, et en juin 2014 dans une émission de radio, le Président de l'Équateur a annoncé qu'il envisageait de prendre des mesures juridiques contre les entités américaines, étant donné que la constitution de l'Équateur interdit l'utilisation de matériel génétique et l'expérimentation scientifique qui porte atteinte aux droits humains. Le président a reconnu qu'il n'y a "pas de loi fédérale aux États-Unis qui fournit une base juridique pour saisir le tribunal contre Coriell, Maxus ou des chercheurs de Harvard", ajoutant que : "la loi protège même le droit d'auteur, mais ne protège pas les individus si leur sang est pris sans leur consentement".
<http://www.coha.org/biopiracy-the-new-tyrant-of-the-developing-world/>
<http://www.ecuadortimes.net/2014/06/14/extradition-huaorani-blood-will-difficult-according-correa/> <http://www.the-scientist.com/?articles.view/articleNo/34325/title/Bad-Blood/>

L'affaire est similaire à celle d'Henrietta Lacks, dont les cellules cancéreuses ont été utilisées partout dans le monde depuis 62 ans et ont fait l'objet de plus de 74'000 études - toutes sans la permission de Mme Lacks ou de sa famille (voir les *Nouvelles HRWG 2013-08*). Dans le cas des Huaorani, de nombreux documents d'archives pourront aider à renforcer l'idée d'offrir une indemnisation aux Huaorani. Premièrement, le gouvernement de l'Équateur devrait avoir les documents du bail signé par la compagnie pétrolière Maxus, qui pourrait clarifier les droits que l'entreprise a reçu. Le gouvernement devrait aussi avoir des archives sur le personnel médical arrivant dans le pays; ils ont sans doute pris contact avec le ministère de la santé. Deuxièmement, si l'ambassade américaine à Quito a facilité le voyage de recherche, à la fois le ministère des Affaires étrangères équatorien et l'ambassade des États-Unis devraient avoir des archives. Troisièmement, les documents de la Harvard Medical School devraient inclure des informations sur les chercheurs et leur projet, les dossiers de négociations avec Maxus pour obtenir l'autorisation de travailler dans son domaine de prédilection, les documents des autorisations données par environ 20% des Huaorani qui ont donné leur accord ou des dirigeants au nom du groupe, et les recherches effectuées avec les échantillons.

Quatrièmement, si le voyage de recherche a été financée par un organisme externe (comme la plupart le sont), il devrait y avoir un document de la proposition et le rapport final, à la fois à Harvard et à l'organisme de financement. Cinquièmement, comme nous l'avons appris dans le cas des expériences guatémaltèques MST (voir les *Nouvelles HRWG 2010-10*), les papiers personnels des chercheurs pourraient également contenir des informations précieuses et donner un aperçu des étapes de la recherche. Sixièmement, Coriell Institute devrait avoir les documents de l'acquisition des échantillons et les dossiers de la vente et de la distribution; il pourrait aussi avoir utilisé les échantillons dans ses propres recherches, et ces dossiers devraient être là aussi. Et septièmement, la compagnie pétrolière Maxus devrait avoir des archives de son accord avec le gouvernement de l'Équateur, son accord avec Harvard afin de permettre aux chercheurs de travailler sur son domaine (et probablement leur fournissant aussi logement et transports). Maxus est maintenant la propriété de la compagnie d'énergie YPF en Argentine, qui a été nationalisée en 2012, ce qui rend ses archives propriété du gouvernement de l'Argentine. Toutefois, il semble peu probable que les anciens documents de Maxus aient été envoyés en Argentine.

Donc, comme dans de nombreux cas touchant aux droits de l'homme, pour démêler l'histoire et comprendre les événements nous avons besoin des archives du gouvernement, des entreprises, des établissements d'enseignement, et éventuellement les documents personnels des individus. Il n'est pas étonnant qu'instituer des procès de cas liés aux droits de l'homme puisse se révéler une activité de recherche très coûteuse.

Nouvelles internationales.

Cour européenne des droits de l'homme. Lors de jugements de deux procès qui sont reliés, la Cour européenne des droits de l'homme a jugé que le gouvernement de la Pologne a violé la Convention européenne pour la protection des droits de l'homme et des libertés fondamentales par sa "complicité dans le Programme de détenus de grande valeur de la CIA en ce qu'il a permis aux autorités des États-Unis de soumettre le ressortissant à la torture et aux mauvais traitements sur son territoire et de transférer la personne hors de son territoire en dépit de l'existence d'un risque réel qu'il soit soumis à des traitements contraires" aux dispositions de la Convention. Elle a également déclaré que la Pologne n'avait pas mené une enquête adéquate sur la détention, la torture et le transfert des deux hommes dans une prison secrète d'une base militaire polonaise et a ordonné au gouvernement de verser une indemnité à chacun des hommes, qui sont actuellement détenus dans la prison américaine de Guantanamo Bay, à Cuba. Le texte de la décision commence par un compte rendu détaillé de la lutte entre la Pologne et la Cour sur l'accès aux documents, examine l'état de la loi sur la classification des documents du gouvernement en Pologne, et reproduit une partie d'une lettre de la police des frontières polonaise à la Fondation Helsinki pour les droits de l'homme dans laquelle la police confirme "sur la base de documents d'archives" qu'elle a validé les arrivées et départs d'avions avec des numéros d'immatriculation particuliers, des avions, semble-t-il, avec des détenus à bord. Pour un rapport de la décision, voir <http://www.theguardian.com/world/2014/jul/24/poland-breach-human-rights-convention-al-qaida-suspects-cia>. Pour la décision de l'affaire Abu Zubaydah, voir <http://hudoc.echr.coe.int/sites/eng/pages/search.aspx?i=001-146047>. Pour la décision de l'affaire Al Nashiri, voir <http://hudoc.echr.coe.int/sites/eng/pages/search.aspx?i=001-146044>

Dans le cas de la Géorgie contre la Russie, la Cour européenne des droits de l'homme a jugé que la Russie a violé la Convention européenne des droits de l'homme quand elle a expulsé des milliers de Géorgiens en 2006 et 2007. Á l'appui de sa demande, la Géorgie a présenté "un certain nombre de documents délivrés par la Direction principale des affaires intérieures (GUVD) de Saint-Pétersbourg et la région de Leningrad et par le Service fédéral des migrations de la Fédération de Russie" qui donnent des instructions pour identifier et expulser les Géorgiens, les placer dans des centres de détention, vérifier les permis de séjour et documents d'enregistrement, et soumettre des rapports quotidiens sur le nombre de Géorgiens arrêtés. La Fédération de Russie a répondu que les articles étaient soit faux ou classés "secret d'Etat" et ne pouvaient pas être fournis à la Cour. La Géorgie a également présenté des lettres émanant des autorités russes aux responsables des écoles leur demandant d'identifier les enfants géorgiens. Pour le rapport, voir <http://www.tol.org/client/article/24371-military-shakeup-in-ukraine-transdnier-and-moscow-ink-trade-deal.html#4> Pour la décision, voir <http://www.civil.ge/files/files/2014/ECHR-GEORGIAv.RUSSIA-L.pdf>

Union européenne / Kosovo. En septembre 2011, l'Union européenne a créé un groupe de travail d'enquête spéciale pour enquêter sur les allégations que les membres de l'ancienne armée de libération du Kosovo avaient violé le droit international humanitaire et, en particulier, qu'un petit nombre de personnes "avaient été tuées dans le but de leur extraire des organes et d'en faire du trafic". Une déclaration publiée par le procureur en chef de la Task Force a souligné qu'il y avait suffisamment de preuves pour inculper d'anciens dirigeants de l'UCK pour crimes de guerre, mais qu'il n'y avait pas "encore" assez de preuves pour les accuser de prélever des organes. Il a déclaré que l'enquête se basait sur "des entrevues avec des centaines de témoins" et "l'examen de milliers

de pages de documents compilés par de nombreuses organisations et individus qui ont été engagés au Kosovo pendant et après" la guerre en 1999. Un tribunal spécial mis en place avec le soutien de l'Union européenne doit être établi aux Pays-Bas "au début de l'année prochaine" pour siéger, a rapporté *BIRN*. (Pour le contexte, voir les *Nouvelles HRWG 2014-04*.)

<http://www.euractiv.com/sections/enlargement/kla-guerrillas-harvested-murdered-serbs-organs-say-eu-investigators-303776> ; pour la déclaration, voir

http://www.sitf.eu/images/Statement/Statement_of_the_Chief_Prosecutor_of_the_SITF_EN.pdf ;

[http://www.balkaninsight.com/en/article/special-kosovo-court-fully-functional-in-](http://www.balkaninsight.com/en/article/special-kosovo-court-fully-functional-in-2015?utm_source=Balkan+Transitional+Justice+Daily+Newsletter&utm_campaign=440b6eefc3-)

[2015?utm_source=Balkan+Transitional+Justice+Daily+Newsletter&utm_campaign=440b6eefc3-RSS_EMAIL_CAMPAIGN&utm_medium=email&utm_term=0_561b9a25c3-440b6eefc3-311109073](http://www.balkaninsight.com/en/article/special-kosovo-court-fully-functional-in-2015?utm_source=Balkan+Transitional+Justice+Daily+Newsletter&utm_campaign=440b6eefc3-RSS_EMAIL_CAMPAIGN&utm_medium=email&utm_term=0_561b9a25c3-440b6eefc3-311109073)

Cour pénale internationale. Au nom de l'organisation non gouvernementale « Chypriotes contre crimes de guerre turcs », un membre chypriote du Parlement européen a déposé une plainte pour crimes de guerre contre la Turquie à la Cour pénale internationale. Selon le communiqué de presse du ministère chypriote des Affaires étrangères après le dépôt, "depuis 1974, la Turquie a mis en œuvre une politique systématique de colonisation de la partie occupée de Chypre, d'où elle a expulsé environ 170'000 Chypriotes grecs, dans une tentative de changer le caractère démographique de l'île" ; le gouvernement propose de fournir à la Cour "de la documentation sur la colonisation de la zone occupée".

Pour le rapport de l'*Associated Press*, voir [http://www.aljazeera.com/news/europe/2014/07/cypriots-file-war-crimes-](http://www.aljazeera.com/news/europe/2014/07/cypriots-file-war-crimes-case-against-turkey-201471410353477754.html)

[http://www.aljazeera.com/news/europe/2014/07/cypriots-file-war-crimes-](http://www.aljazeera.com/news/europe/2014/07/cypriots-file-war-crimes-case-against-turkey-201471410353477754.html)

[case-against-turkey-201471410353477754.html](http://www.aljazeera.com/news/europe/2014/07/cypriots-file-war-crimes-case-against-turkey-201471410353477754.html); for the *Famagusta Gazette* quoting the Ministry, see <http://famagusta-gazette.com/cyprus-at-the-disposal-of-international-criminal-court-over-turkish-illegal-p24573-69.htm>

Tribunal pénal international pour l'ex-Yougoslavie. Lors du procès de Ratko Mladic, un ancien officier de l'armée des Serbes de Bosnie a confirmé qu'il avait écrit et diffusé un document à ses troupes déclarant que les Serbes "sont génétiquement plus forts, meilleurs, plus beaux et plus intelligents" que les Bosniaques. *BIRN* a rapporté que lorsque le procureur a "suggéré" à l'officier qu'il était raciste, l'officier a répondu: "bien sûr que non" et a ajouté: "c'est mon expérience de la vie. Je maintiens mes paroles".

[http://www.balkaninsight.com/en/article/mladic-s-witness-claims-genetic-superiority-of-](http://www.balkaninsight.com/en/article/mladic-s-witness-claims-genetic-superiority-of-serbs?utm_source=Balkan+Transitional+Justice+Daily+Newsletter&utm_campaign=cd3449aad4-)

[serbs?utm_source=Balkan+Transitional+Justice+Daily+Newsletter&utm_campaign=cd3449aad4-](http://www.balkaninsight.com/en/article/mladic-s-witness-claims-genetic-superiority-of-serbs?utm_source=Balkan+Transitional+Justice+Daily+Newsletter&utm_campaign=cd3449aad4-)

[RSS_EMAIL_CAMPAIGN&utm_medium=email&utm_term=0_561b9a25c3-cd3449aad4-311109073](http://www.balkaninsight.com/en/article/mladic-s-witness-claims-genetic-superiority-of-serbs?utm_source=Balkan+Transitional+Justice+Daily+Newsletter&utm_campaign=cd3449aad4-RSS_EMAIL_CAMPAIGN&utm_medium=email&utm_term=0_561b9a25c3-cd3449aad4-311109073)

L'ancien leader des Serbes de Croatie Goran Hadzic a été inculpé dans le cadre d'une "entreprise criminelle commune" avec le chef paramilitaire serbe alias «Arkan» et l'ancien président serbe Slobodan Milosevic pour expulser les non-Serbes des zones contrôlées par les Serbes de Croatie pour créer une "Grande Serbie". Au procès de Hadzic, les procureurs ont montré "différentes photos et vidéos qui dépeignent Hadzic et Arkan ensemble" et portant le même uniforme, a signalé *BIRN*, mais Hadzic a refusé de se souvenir où les photos avaient été prises et a dit "qu'Arkan me suivait sur son initiative personnelle" et qu'il n'avait pas l'intention de former une armée avec l'aide d'Arkan.

[http://www.balkaninsight.com/en/article/hadzic-denies-connections-with-](http://www.balkaninsight.com/en/article/hadzic-denies-connections-with-arkan?utm_source=Balkan+Transitional+Justice+Daily+Newsletter&utm_campaign=8fb3967c7b-)

[arkan?utm_source=Balkan+Transitional+Justice+Daily+Newsletter&utm_campaign=8fb3967c7b-](http://www.balkaninsight.com/en/article/hadzic-denies-connections-with-arkan?utm_source=Balkan+Transitional+Justice+Daily+Newsletter&utm_campaign=8fb3967c7b-)

[RSS_EMAIL_CAMPAIGN&utm_medium=email&utm_term=0_561b9a25c3-8fb3967c7b-311109073](http://www.balkaninsight.com/en/article/hadzic-denies-connections-with-arkan?utm_source=Balkan+Transitional+Justice+Daily+Newsletter&utm_campaign=8fb3967c7b-RSS_EMAIL_CAMPAIGN&utm_medium=email&utm_term=0_561b9a25c3-8fb3967c7b-311109073)

Cour permanente d'arbitrage. Lorsque l'Inde britannique a été partagée en 1947 pour former les deux états de l'Inde et du Pakistan, la nouvelle province du Bengale de l'Est (le Bangladesh d'aujourd'hui) est devenue une partie du Pakistan, alors que la nouvelle province du Bengale occidental est restée partie de l'Inde. Une Commission de la frontière du Bengale avait été créée pour marquer la frontière entre les deux; présidé par Sir Cyril Radcliffe, le rapport de la démarcation de la frontière décrivait la frontière et avait une carte annexée. Cependant, la ligne exacte dans la rivière Gange qui sépare les deux Etats et la continuation de la frontière dans le golfe du Bengale ont été en litige depuis. Actuellement, la Cour, à l'aide des documents et des cartes de Radcliffe, des archives d'un procès subséquent, et des échanges de lettres entre le

Pakistan et l'Inde en 1951, a réglé la frontière "dans la mer territoriale, la zone économique exclusive et le plateau continental à l'intérieur et au-delà de 200 miles nautiques". Le Bangladesh a reçu près des quatre-cinquièmes de la zone contestée.
<http://uk.reuters.com/article/2014/07/08/uk-bangladesh-india-seaborder-idUKKBN0FD15N20140708>; pour la décision, voir http://www.pca-cpa.org/shownews.asp?ac=view&pag_id=1261&nws_id=436

Les Nations Unies. *Human Rights Watch* a indiqué que ni les militaires de la République démocratique du Congo ni ceux du Maintien de la paix des Nations Unies "ont réussi à intervenir pour arrêter une attaque locale qui a tué au moins 30 civils" de l'ethnie Bafuliro dans l'Est du Congo, le 6 juin 2014. MONUSCO, la force des Nations Unies, a reçu des demandes d'aide par téléphone pendant l'attaque, mais lorsque le commandant l'a signalé à son supérieur, il lui a dit de "clarifier la situation et de recueillir plus d'informations". Les forces congolaises ont également été alertées et ont échoué à prendre des mesures efficaces, a rapporté *HRW*. Actuellement, le procureur militaire du Sud-Kivu a ouvert une enquête sur le massacre; autant les archives, les appels téléphoniques et les ordres de la MONUSCO que celles des militaires seront d'importantes sources. *Human Rights Watch* a également obtenu une "brochure anonyme" distribuée le 16 juin, dix jours après le massacre, mettant en garde toute personne trouvée transportant des membres de l'ethnie Banyamulenge "soit à vélo, moto, ou dans sa voiture, il est fini; lui et son client seront brûlé ensemble." <https://www.hrw.org/news/2014/07/02/dr-congo-army-un-failed-stop-massacre>

L'Organisation des Nations Unies utilise de plus en plus des drones pour soutenir ses missions de maintien de la paix en Afrique, a rapporté le *New York Times*, notant que si les drones améliorent la capacité de collecte de renseignements de l'ONU, ils soulèvent également de "nouvelles questions sur ce qu'il faut faire avec autant de données importantes". Le *Times* a cité "des fonctionnaires des Nations Unies" qui affirment que toutes les données de drones recueillies sont "classées et disponibles uniquement à la discrétion de ses avocats". *Human Rights Watch* a appelé à une plus grande transparence dans l'utilisation des drones et "a demandé que toute l'information captée par le Maintien de la paix sur les atrocités contre les civils -incendies de villages, par exemple - soit partagée avec les spécialistes des droits de l'homme de l'Organisation des Nations Unies". Les documents de toutes les missions de maintien de la paix des Nations Unies doivent en fin de compte aller aux Archives des Nations Unies; le fait de s'occuper de ces archives électroniques de surveillance sera un défi pour cette unité.
http://www.nytimes.com/2014/07/03/world/africa/unarmed-drones-aid-un-peacekeepers-in-africa.html?_r=0

UNESCO. L'UNESCO a organisé une consultation avec des experts irakiens et internationaux du patrimoine culturel et a convenu d'un Plan d'intervention d'urgence pour l'Irak. Parmi l'éventail des menaces, les participants ont exprimé "leur souci pour les riches bibliothèques du pays et les collections de manuscrits." http://www.unesco.org/new/en/media-services/single-view/news/-a36765f929/back/9597/#.U8kcrC_D48Q

Haut-Commissariat des Nations Unies pour les droits de l'homme. Le Haut-Commissaire a publié un rapport intitulé "Le droit à la vie privée à l'ère numérique". Il fait valoir que "l'absence d'une législation nationale adéquate et/ou son exécution, la faiblesse des garanties procédurales, et la surveillance inefficace" ont contribué "à un manque de prise de responsabilité pour les immixtions arbitraires ou illégales dans le droit à la vie privée". Tout en abordant "le manque inquiétant de transparence gouvernementale associée aux politiques, lois et pratiques de surveillance", le rapport commente qu'une analyse en profondeur des questions relatives aux "défis pratiques pour la promotion et la protection du droit à la vie privée" serait aussi "d'aider les entités commerciales à honorer leur responsabilité de respecter les droits humains, y compris les garanties nécessaires des procédures et gestion des risques, ainsi que leur rôle dans la fourniture

de solutions efficaces". Les archivistes des entreprises doivent s'engager dans cette discussion.
http://www.ohchr.org/EN/HRBodies/HRC/RegularSessions/Session27/Documents/A.HRC.27.37_en.pdf

Organisation mondiale de la Santé. L'épidémie tragique du virus Ebola en Afrique de l'Ouest a conduit l'Organisation mondiale de la Santé à procéder à une "évaluation de la riposte" au Libéria. Parmi les lacunes identifiées dans la réponse, il y avait "une mauvaise gestion des données". Le communiqué de presse a déclaré: "Une cartographie détaillée des besoins financiers, logistiques et en ressources humaines sera articulée dans le plan opérationnel national en cours de développement", un exercice qui est également mené en Guinée et au Sierra Leone. Renforcer les archives nationales et les opérations de gestion des documents au sein du gouvernement et dans le secteur de la santé sera crucial pour accroître les capacités de préparation et de réponse en cas d'épidémies. http://www.who.int/csr/don/2014_07_19_ebola/en/

Monde/ Nouvelles générales.

Accident de la Malaysia Airlines. Le jour où le vol 17 de Malaysia Airlines s'est écrasé en Ukraine, un message posté à 17h50 sur le site Web des médias sociaux VKontakte, qui semblait provenir du chef militaire d'Ukraine Igor Girkin (connu sous le nom Strelkov) a déclaré, selon le *Washington Post*, "À proximité de Torez, nous venons d'abattre un avion" et a posté une image vidéo. La TV russe *Lifenevs* a presque simultanément annoncé : "Les insurgés ont fait état d'un AN-26 [avion de transport militaire] abattu dans l'est de l'Ukraine ... vers 17h30, heure locale ... sur la ville de Torez dans l'oblast de Donetsk", accompagnant la même image. Les administrateurs Web de VKontakte ont vite supprimés le message de Strelkov et émis un avertissement, mais le message avait déjà été capturé par la Internet Archive Wayback Machine. Un blogueur de la Bibliothèque du Congrès a indiqué "qu'un conservateur des Bibliothèque et Archives de la Hoover institution ayant un intérêt particulier pour le blog VKontakte Strelkov" a chargé le moteur de recherche de la Wayback Machine de capturer la page Strelkov deux fois par jour dès le début juillet. Il détient désormais un élément clé comme preuve de l'accident. <http://www.washingtonpost.com/news/the-intersect/wp/2014/07/21/how-web-archivists-and-other-digital-sleuths-are-unraveling-the-mystery-of-mh17/>; <http://www.tol.org/client/article/24391-lifenevs-accidentally-tells-the-truth.html>. For the blog, voir <http://blogs.loc.gov/digitalpreservation/2014/07/21503/>

Avions à Diego Garcia. Un autre article sur les avions se rapporte à la décision concernant la Pologne de la Cour européenne des droits de l'homme (voir ci-dessus). Les médias britanniques ont rapporté qu'un membre du Parlement du Royaume-Uni a demandé des précisions sur le rôle que le Royaume-Uni a joué dans les vols de la CIA américaine entre 2002 et 2009 transportant des prisonniers («suspects de terrorisme») via l'île britannique de Diego Garcia. Le Foreign and Commonwealth Office a répondu que les données sur les vols à partir de 2002 "sont incomplètes en raison de dégâts d'eau", mais a déclaré plus tard qu'aucun dossier n'avait été perdu et que les archives endommagées par l'eau avaient été "transférées de l'aéroport à un nouvel emplacement et seront numérisées au cours des prochains mois". <http://www.dailymail.co.uk/news/article-2695049/Terror-flight-files-saved-Pressure-grows-ministers-release-water-damaged-records-rendition-suspects-dried-out.html>; <http://www.theguardian.com/world/2014/jul/09/files-uk-role-cia-rendition-destroyed-diego-garcia-water-damage>

Programmes de surveillance - Snowden. Le *Washington Post* a décrit "près de 160'000 e-mails et conversations de messagerie instantanée interceptés ... et 7'900 documents provenant de plus de 11'000 comptes en ligne" qu'il a reçus d'Edward Snowden. "Neuf des 10 titulaires de comptes dans la grande cache ... ne faisaient pas partie des cibles de surveillance mais ont été pris dans un filet que l'agence avait jeté pour quelqu'un d'autre". La moitié des fichiers dans la cache étaient liée à des citoyens américains. Ils incluait "des dossiers médicaux envoyés par un membre de la

famille à un autre, les CV de chercheurs d'emploi et les relevés de notes des écoliers", et plus de 5'000 photos privées.

http://www.washingtonpost.com/world/national-security/in-nsa-intercepted-data-those-not-targeted-far-outnumber-the-foreigners-who-are/2014/07/05/8139adf8-045a-11e4-8572-4b1b969b6322_story.html

Suppressions dans Google. Le 3 juillet, a rapporté *l'Agence France Presse*, "plus de 70'000 personnes ont déjà demandé à Google de supprimer des liens suite au règlement européen du « droit à l'oubli ». Pendant ce temps, un programmeur informatique a créé un site "Caché de Google" pour fournir une liste et les liens vers les objets effacés, expliquant que: "cette liste est une façon d'archiver les actions de la censure sur Internet."

<http://tribune.com.pk/story/730954/google-hit-by-70000-right-to-be-forgotten-requests/> <http://hiddenfromgoogle.com/>

Passeport ISIS. L'État islamique d'Irak et de Syrie (ISIS) a annoncé qu'il avait créé un passeport pour l'Etat du Califat islamique, qui est distribué aux citoyens sur le territoire ISIS, a rapporté *Trend News Agency* et *Alarabiya*. http://www.eurasiareview.com/07072014-isis-allegedly-issues-caliphate-passport/?utm_source=feedburner&utm_medium=email&utm_campaign=Feed%3A+eurasiareview%2FVsnE+%28Eurasia+Review%29

Commission des crimes de guerre des Nations Unies. Le Musée de l'Holocauste des États-Unis a donné accès à sa copie numérique des documents de la Commission des Nations Unies des crimes de guerre de l'époque de la Seconde Guerre mondiale. Parmi les documents, il y a 10'000 dossiers sur des personnes en provenance d'Europe et d'Asie présumés criminels de guerre et un registre central de 37'000 noms de personnes dont les noms ont été "soumis par 17 pays membres pour être vérifiés et assurer que les criminels de guerre seraient arrêtés et jugés", a rapporté *l'Associated Press*. Parce que la plupart des personnes dans la liste n'ont pas été jugées, il est impossible de savoir si les allégations sont vraies. La plupart des personnes dont les noms figurent sont probablement décédées, étant donné le passage du temps, mais certainement quelques autres (autant les accusateurs que les accusés) sont encore en vie.

<http://www.usnews.com/news/us/articles/2014/07/17/holocaust-museum-opens-un-archive-on-wwii-crimes>

Nouvelles bilatérales et multilatérales.

Brésil / États-Unis. Au cours de sa visite au Brésil au moment de la Coupe du Monde, le vice-président américain Joseph Biden a donné à la présidente brésilienne Dilma Rousseff 43 documents du Département d'État des États-Unis datant de 1967 à 1977 pour être consultés par la Commission de Vérité du Brésil. Biden a promis que le gouvernement américain procédera à un examen plus large des documents américains classés confidentiels sur le Brésil, parmi les documents de la CIA et du Département de la Défense, pour aider la Commission à finaliser son rapport. Le 2 juillet, la Commission a enregistré les 43 documents sur son site Web, accompagné de cette déclaration: "La CNV apprécie grandement l'initiative du gouvernement américain de mettre ces archives à la disposition de la société brésilienne et espère que cette collaboration continuera à progresser." <http://www2.gwu.edu/~nsarchiv/NSAEBB/NSAEBB478/>

Chine / Japon. Le 4 juillet, la Chine a commencé à publier les «aveux» de 45 criminels japonais de la Seconde Guerre mondiale condamnés; les Archives d'Etat ont déclaré qu'elles vont en publier un par jour pendant 45 jours, apparemment à la fois le manuscrit original en japonais et la traduction officielle en chinois. Selon *l'Agence France Presse*, tous les documents se rapportent à 45 criminels de guerre passés en jugement en Chine en 1956.

<http://dunyanews.tv/index.php/en/World/227491-China-to-release-daily-Japanese-WWII-crimes-conf>

Les Archives de la province de Jilin, en Chine, ont publié des documents japonais capturés pendant la Seconde Guerre mondiale relatifs à des bombardements massifs de la municipalité de Chongqing, en été 1939, a rapporté *Xinhua News Agency*.
<http://www.globalpost.com/dispatch/news/xinhua-news-agency/140702/archives-reveal-japans-wwii-bombing-chongqing>

France / Palestine / Russie / Suisse. *Middle East Eye* a rapporté que les Français revoient leur évaluation de la cause de la mort de Yasser Arafat. En 2012-13, des panels de français, suisses et russes se sont penchés sur l'allégation selon laquelle Arafat avait été empoisonné, incluant les enquêtes russe et française établissant qu'il n'avait pas été empoisonné, ce qu'un résultat suisse avait suggéré plus tôt. Les archives de toutes les demandes précédentes sont des documents importants. http://www.eurasiareview.com/04072014-report-investigation-arafats-death-revived/?utm_source=feedburner&utm_medium=email&utm_campaign=Feed%3A+eurasiareview%2FVsnE+%28Eurasia+Review%29

Japon / Etats-Unis. Kuentai-Japon, un groupe à but non lucratif qui s'efforce de retrouver des Japonais morts à la guerre dans les îles du Pacifique, a consulté des archives de la 27e division d'infanterie américaine dans le New York State Military Museum, à la recherche d'informations sur les sépultures à Saipan pendant la Seconde Guerre mondiale, a rapporté *l'Associated Press*. Le 7 juillet 1944, plus de 3000 soldats japonais ont lancé une attaque de grande envergure sur Saipan, tuant ou blessant plus de 900 soldats du régiment de la 105e de l'armée américaine, qui fait partie de l'infanterie 27 et d'une ancienne unité de Garde nationale new-yorkaise. Le Musée détient "des cartes d'enrôlement, des listes, des annuaires de régiments, des photographies et autres documents." La recherche d'indices est urgente car un développeur russe prévoit de commencer la construction d'un condominium cet automne près de la plage où l'attaque a eu lieu et autant les États-Unis que le gouvernement japonais veulent récupérer les corps dans la zone de construction. <http://abcnews.go.com/International/wireStory/japanese-search-us-archives-wwii-mia-info-24774228>

Un juge fédéral américain a jugé que la firme japonaise Takeda Pharmaceuticals, le fabricant d'Actos, a agi de mauvaise foi en détruisant délibérément des documents clés relatifs aux risques de cancer de la vessie qui font l'objet d'un procès important qui couvre 3'000 poursuites individuelles. Les plaignants font valoir que "Takeda a omis d'avertir de manière adéquate sur les risques de cancer de la vessie, malgré une connaissance préalable des effets secondaires dangereux de son médicament" qui a été commercialisé comme médicament contre le diabète, a rapporté *Injury Lawyer News*. <http://injurylawyer-news.com/2014/07/actos-mdl-judge-rules-takeda-intentionally-destroyed-documents/>

Kirghizistan / Tadjikistan. Vorukh est une petite enclave qui fait partie du Tadjikistan, mais est entièrement entourée par le Kirghizistan en raison de révisions de la frontière à l'époque de Staline, lorsque les deux pays faisaient partie de l'Union soviétique. Les deux pays se sont maintes fois affrontés sur les frontières exactes de l'enclave et son accès. Le 10 juillet, un «incident» a tué un ressortissant tadjik et a blessé sept autres personnes, dont deux gardes-frontière, a rapporté *RadioFreeEurope/RadioLiberty*, menant les deux pays à nommer une commission conjointe pour enquêter sur la récente flambée de violence autour de l'enclave. Les documents des Archives russes sur les ajustements de l'ère Staline pourraient être utiles à la Commission. <http://www.rferl.org/content/tajik-kyrgyz-talks-border-shooting-vorukh-exclave-conflict/25453431.html>

Russie / Royaume-Uni. Le Centre d'archives de Churchill au Churchill College a donné accès aux notes éditées en langue russe de Vasili Mitrokhin pour la recherche publique. Mitrokhin, un ancien major du KGB, s'est rallié au Royaume-Uni en 1992 et a apporté avec lui des centaines de

copies de documents et de notes de ses missions au KGB. Le Federal Bureau of Investigation a appelé son lot de documents "le système de renseignement le plus complet et vaste jamais reçu de toutes les sources", a rapporté le *Mail Online*. Mitrokhin est décédé en 2004; sa famille a donné ses papiers au Centre.

<http://www.dailymail.co.uk/news/article-2682672/Drunks-secrets-KGBs-verdict-Cambridge-Five-revealed-secret-Soviet-documents-available-public-time.html>

Afrique du Sud / Etats-Unis. En réponse à un procès lié à la loi sur la liberté de l'information, le Federal Bureau of Investigation a publié deux séries de ses archives sur l'ancien président sud-africain Nelson Mandela pendant et après la guerre froide, a rapporté le *Bradenton Times*.

http://www.thebradentontimes.com/news/2014/07/11/world_news/student_s_lawsuit_prompts_release_of_fbi_records_detailing_spying_on_nelson_mandela/#.U9mUXjHD IV

Nouvelles nationales.

Australie. Le Bureau du directeur des poursuites pénales a choisi de ne pas poursuivre les membres de l'ancien Conseil des ministres du Travail pour leur rôle tenu dans la décision du cabinet qui a conduit à la destruction de documents qui auraient été liés à l'abus sexuel sur des enfants, dans un scandale connu comme "l'affaire Heiner", a rapporté *The Courier-Mail*. (Pour le contexte, voir les *Nouvelles HRWG 2013-02, 04, 07*).

<http://www.couriermail.com.au/news/queensland/heiner-affair-office-of-dpp-will-not-pursue-labor-cabinets-shredding-of-documents/story-fnihsrf2-1226975335772?nk=803e21d28ad0ac60f15cdd397402b88d>

Canada. Un tribunal de l'Ontario a tenu une audience sur la disposition finale des documents de réclamation de l'Individual Assessment Process, qui détermine les indemnités à fournir aux Premières nations, dont environ 38'000 survivants des pensionnats qui prétendent avoir été victimes de violence dans les écoles. L'adjudicateur en chef des réclamations a appelé à la destruction de tous les fichiers afin de protéger la vie privée des demandeurs, tandis que le Centre national de la recherche (qui conservera les archives de la Commission de Vérité et de Réconciliation du Canada) a exhorté à un maintien d'une période pendant laquelle les documents seraient fermés à recherche.

<http://www.ctvnews.ca/canada/court-urged-to-seal-not-destroy-residential-school-records-1.1914758>;

http://www.thestar.com/news/canada/2014/07/16/residential_school_survivors_raise_outcry_over_possible_erasure_of_records.html

Les anciens résidents du Centre régional de la Huronie, une institution de l'Ontario pour la déficience développementale, poursuivent l'institution pour abus et négligence durant leur séjour. Selon *Canadian Press*, la date limite pour déposer des réclamations a dû être repoussée en raison "du retard dans l'obtention des documents". Le ministère des Services sociaux et communautaires, qui conserve les archives du Centre, a déclaré: "1000 dossiers ont été rendu accessible, quelques 960 demandes sont encore en cours de traitement, et environ 70 classeurs « n'ont pas encore été localisés », malgré les efforts pour les trouver". (pour l'historique, voir les *Nouvelles HRWG 2013-10*.)

http://www.thestar.com/news/gta/2014/07/02/court_pushes_back_hurononia_deadline_as_former_residents_hit_roadblocks_in_claims_process.html;

http://www.thestar.com/news/gta/2014/07/06/hurononia_survivors_told_some_case_files_are_missing.html;

<http://www.therecord.com/news-story/4620672-release-of-hurononia-case-files-faces-delays/>

République démocratique du Congo. L'International Crisis Group a signalé dans *CrisisWatch* que le gouvernement de la RDC a publié une quatrième liste de personnes qui reçoivent l'amnistie, en nommant 315 personnes, dont 68 étaient membres du groupe rebelle M23. De plus, une mission

du gouvernement de la RDC a été autorisée à se rendre au Rwanda "pour identifier et enregistrer les combattants M23 qui y vivent". Compte tenu de la volatilité continue de la situation dans l'est du Congo, à la fois la liste d'amnistie et le registre doivent être conservés en toute sécurité et leur authenticité protégée.

<http://reliefweb.int/sites/reliefweb.int/files/resources/cw132.pdf>

Allemagne. Le parlement allemand examine actuellement des propositions sur l'avenir du Centre de documentation de la Stasi, et peut-être de le transférer à la Bundesarchiv, a rapporté *Deutsche Welle*. <http://www.dw.de/east-german-secret-police-files-still-relevant/a-17761338>

Inde. Un rapport annonçant que les documents relatifs à l'assassinat du Mahatma Gandhi ont été détruits sur la direction du nouveau Premier ministre a été rejeté par le ministre de l'Intérieur. Alors que 11'000 dossiers ont été détruits, aucun n'avait un rapport avec l'assassinat, a-t-il déclaré, ajoutant que tous les dossiers relatifs à l'assassinat "sont conservés aux Archives nationales", a rapporté *IBN Live*. <http://ibnlive.in.com/news/11100-files-destroyed-mahatma-gandhi-assassination-records-safe-mha/485293-37-64.html>

Irak. Selon *The Daily Beast*, les chrétiens fuyant Mossoul ont déclaré avoir "leur argent, biens, bijoux et même leurs documents volés" par les combattants de l'Etat islamique d'Irak et de Syrie (ISIS). "Quelques" chrétiens ont décidé de rester et de se convertir à l'Islam; après avoir "effectué une profession de foi", ils "ont reçu un document des membres d'ISIS confirmant leur conversion pour les protéger contre les représailles à l'avenir" - clairement un document de vie ou de mort. <http://www.thedailybeast.com/articles/2014/07/22/isis-robs-christians-fleeing-its-edict-in-mosul-convert-leave-or-die.html>

Conflict Antiquities surveille la destruction des biens en Irak à mesure que l'État islamique avance. Il signale que, en plus de la destruction de biens religieux de différentes confessions, ISIS a détruit "le bureau de la Milice chiite Badr (le siège du parti politique du Conseil suprême de la révolution islamique en Irak (CSR II)), un bâtiment du gouvernement irakien, un bâtiment de l'armée irakienne ... et un centre utilisé pour emprisonner et tuer les sunnites". Les bâtiments doivent avoir logé un grand nombre d'archives qui sont sans doute maintenant détruites. Des photos de bâtiments détruits circulent, ce qui pourrait être une preuve importante des événements. <http://conflictantiquities.wordpress.com/2014/07/18/syria-iraq-kirkuk-bashir-urbicide-destruction-islamic-state/>; <http://conflictantiquities.wordpress.com/2014/07/23/syria-iraq-mosul-burned-syriac-catholic-cathedral-source-photographs/>

Kosovo. *BIRN* a rapporté que 115'759 personnes au Kosovo ont signé une pétition exhortant les Nations Unies à produire un rapport sur les viols commis pendant la guerre de 1998-1999. La pétition sera remise à l'ONU en septembre; elle "est considérée comme étape possible pour demander à l'ONU de créer un tribunal spécial pour juger les viols commis par les forces serbes durant le conflit". À l'heure actuelle, il n'y a "pas d'estimation précise du nombre de femmes et de jeunes filles qui ont été violées ou ont subi d'autres formes de violence sexuelle" et il manque aussi des "chiffres officiels sur le nombre de personnes qui ont été tuées, blessées ou portées disparues pendant le conflit".

http://www.balkaninsight.com/en/article/kosovo-gains-solid-support-for-war-rape-petition?utm_source=Balkan+Transitional+Justice+Daily+Newsletter&utm_campaign=414d537400-RSS_EMAIL_CAMPAIGN&utm_medium=email&utm_term=0_561b9a25c3-414d537400-311109073

Macédoine. Le parlement de la Macédoine a élu un nouveau groupe de commissaires pour sa Commission de lustration controversée (pour le contexte, voir les *Nouvelles HRWG 2014-01*). *BIRN* a signalé que la Commission doit encore examiner 20'000 dossiers "qui sont stockés dans les archives d'Etat et dans d'autres institutions" afin de découvrir les personnes qui ont "collaboré

avec la police de l'ère communiste yougoslave ou ordonné la surveillance d'autres personnes pour des raisons idéologiques".

http://www.balkaninsight.com/en/article/old-head-to-lead-macedonia-s-lustration-commission?utm_source=Balkan+Transitional+Justice+Daily+Newsletter&utm_campaign=414d537400-RSS_EMAIL_CAMPAIGN&utm_medium=email&utm_term=0_561b9a25c3-414d537400-311109073

Nigeria. *Reuters* a rapporté qu'une vidéo a été diffusée par le groupe militant Boko Haram dans laquelle il "a revendiqué la responsabilité de deux explosions le 25 juin dans un dépôt de carburant à Lagos, la capitale économique du Nigeria" et dans un centre commercial à Abuja qui, ensemble, ont fait au moins 26 morts. Les archives de la police nigérienne devraient conserver une copie de la vidéo. <http://uk.reuters.com/article/2014/07/13/uk-nigeria-violence-idUKKBN0FIOIG20140713>

Palestine. *Al-Monitor* a rapporté avoir vu un livret de formation "échangés entre les combattants d'Al-Qassam avant le déclenchement de la guerre" avec Israël, décrivant l'utilisation d'unités de tireurs d'élite et de bombes improvisées et camouflées "sur chaque piste et route." <http://www.al-monitor.com/pulse/originals/2014/07/israel-ground-offensive-al-qassam-hamas.html>

Afrique du Sud. L'Afrique du Sud "a rouvert son processus de revendications territoriales, permettant à des personnes qui ont été expulsées de leurs terres sous le régime de l'apartheid, mais qui ont manqué le délai précédent pour le dépôt des demandes d'indemnisation, de le faire au cours des cinq prochaines années", a rapporté *allafrica.com*. On estime que "3,5 millions de Sud-Africains ont été expulsés de force de leurs terres à la suite de la loi Native Land Act de 1913". Les communautés Khoi et San ont "souffert de dépossession bien avant l'adoption de la Loi sur les terres de 1913", et le gouvernement a annoncé qu'une procédure sera mise au point pour faire face à leurs revendications. Le gouvernement enregistrera les demandes par voie électronique; la conservation des enregistrements fonciers électroniques sera une responsabilité importante pour les archives. http://allafrica.com/stories/201407020327.html?aa_source=slideout; http://allafrica.com/stories/201407021197.html?aa_source=slideout

Sri Lanka. Le président a nommé trois anciens procureurs des Nations Unies pour conseiller la commission qui enquête sur les personnes disparues et les possibles crimes de guerre commis pendant 26 ans de guerre civile dans le pays, a rapporté *Reuters*. Une enquête sur les crimes de guerre est aussi menée séparément par le Haut-Commissariat des Nations Unies pour les droits de l'homme. <http://www.reuters.com/article/2014/07/17/us-sri-lanka-warcrimes-idUSKBN0FM1M820140717>

En juin, dans le sud du Sri Lanka, des musulmans ont été attaqués et des émeutes ont détruit des mosquées et des biens musulmans; la violence a fait au moins quatre morts. *CrisisWatch* a rapporté que il existe maintenant des accusations selon lesquelles les fonctionnaires ont falsifié les rapports d'autopsie des trois musulmans tués "peut-être par la police ou par du personnel de sécurité n'étant pas en service." <http://www.crisisgroup.org/CrisisWatchParagraphPage.aspx?id=%7B1B4ECAC7-29EB-4827-A3B9-A93301639AE6%7D>

Ouganda. *Human Rights Watch (HRW)* a publié un rapport sur les abus d'enfants des rues en Ouganda, en particulier dans les zones urbaines. Le rapport est basé en grande partie sur des entretiens: 132 avec des enfants de la rue, anciens et actuels, et 49 entretiens avec des membres d'organisations de la société civile et des responsables gouvernementaux. *HRW* a envoyé des questions à la police ougandaise, dont une sur le traitement des plaintes. La police a répondu qu'elle avait reçu une seule plainte verbale "il y a quelques années" et la personne avait été déférée à la juridiction compétente, mais n'avait pas déposé de plainte écrite: "tous les cas qui ne

sont pas inscrits dans le journal de bord du poste ne sont pas suivi parce qu'il n'y a pas de loi qui les soutiennent officiellement". <http://www.hrw.org/reports/2014/07/17/where-do-you-want-us-go>

Ukraine. *BuzzFeed*, une société de médias électroniques, a indiqué que son journaliste est entré dans le bâtiment des services de sécurité de Slovyansk après que les rebelles ukrainiens se sont retirés et a trouvé des documents, incluant "les transcriptions détaillées" de trois procès. "Le témoignage écrit de l'accusé et des témoins est fait à Strelkov [voir le premier point de la rubrique *monde/général*, ci-dessus]. Les ordres d'exécution sont signés et estampillés par lui". L'article comprend des photos d'un ordre d'exécution et une confession. <http://www.buzzfeed.com/maxseddon/documents-show-rebel-justice-in-east-ukraine-was-bureaucrati>

Royaume-Uni. Un dossier compilé par un membre du Parlement dans les années 1980 détaillant les allégations d'un réseau pédophile à Westminster est l'un des 114 dossiers du Home Office, relatifs aux allégations d'un réseau de maltraitance des enfants, qui sont perdus ou ont disparu des archives du Home Office, ont rapporté de nombreux médias au Royaume-Uni. Scotland Yard a confirmé qu'il conservait des dossiers "pertinents" sur le réseau mais qu'il ne les rendrait pas accessibles au public. Pendant ce temps, le gouvernement britannique a créé un "comité d'enquête" pour examiner "comment les organismes publics ont géré leur devoir de diligence pour protéger les enfants contre les pédophiles", a rapporté la *BBC*, et le ministre de l'Intérieur a déclaré au Parlement que l'enquête devrait commencer par un "examen de la preuve documentaire" et aura accès à "tous les documents gouvernementaux, les analyses et les rapports dont elle a besoin". Le ministère de l'Intérieur a ouvert un processus d'évaluation distinct des allégations de mauvais traitements de l'enfant et de la façon dont la police et les procureurs ont traité les informations qui leur ont été données." <https://www.gov.uk/government/news/home-secretary-oral-statement-on-child-abuse>; <http://www.theguardian.com/politics/2014/jul/05/lost-child-abuse-files-home-office>; http://www.dailymail.co.uk/news/article-2690121/Is-Met-hiding-sex-claim-files-First-indication-Dickens-dossier-Westminster-paedophile-ring-found.html?ITO=1490&ns_mchannel=rss&ns_campaign=1490; <http://www.telegraph.co.uk/news/uknews/law-and-order/10956642/Witch-hunts-thrive-in-a-climate-of-fear.html>; <http://www.bbc.com/news/uk-politics-28482760>

Royaume-Uni / Irlande du Nord. Le Bureau du Commissaire à l'information enquête sur une violation de données alléguée par la *BBC* dans laquelle les fichiers "contenant des informations hautement sensibles" sur une unité de l'armée britannique d'élite en Irlande du Nord", qui est accusée d'avoir tiré sur des civils non armés en Irlande du Nord pendant les troubles au début des années 1970" ont été copiés sur une clé de mémoire USB par un membre du personnel et donné à un tiers non identifié. <http://www.irishtimes.com/news/crime-and-law/bbc-s-panorama-lost-files-on-british-army-unit-in-north-1.1853893>

États-Unis. Une vague d'enfants non accompagnés ont traversé la frontière entre le Mexique et les États-Unis, ce qui en fait l'un des événements les plus débattus de l'été. Le Pew Research Center, une organisation non gouvernementale des États-Unis, a utilisé la loi du Freedom of Information Act pour obtenir des informations de la base de données intégrée des Douanes américaines et de la Police de la protection des frontières qui montrent que 57'525 enfants non accompagnés ont passé à travers la frontière entre octobre 2013 et juin 2014, dont près de 11'000 seulement en juin. Le Honduras, qui a le taux d'assassinat le plus élevé au monde, a envoyé le plus d'enfants (13'244, dont 27% ont 12 ans et moins), suivi de près par le Mexique, le Guatemala et le Salvador. Alors que les États-Unis débattent âprement comment gérer le flot et protéger les droits de ces mineurs vulnérables, ces données du gouvernement fournissent une base importante pour une prise de décision. <http://www.pewresearch.org/fact-tank/2014/07/22/children-12-and-under-are-fastest-growing-group-of-unaccompanied-minors-at-u-s-border/>

Etats-Unis / Californie. Le district scolaire d'Oakland Unified a changé de bureaux en janvier 2013 sans transférer ou protéger les documents éparpillés dans tout le bâtiment: environ 80 ans de dossiers, incluant des feuilles de paie, des relevés d'emploi, des dossiers confidentiels et des informations sur les étudiants. Actuellement, cinq employés ont été victimes de vol d'identité, probablement à cause de l'utilisation d'informations obtenues à partir des archives abandonnées. L'école met actuellement les archives dans des cartons et les déménage, à déclaré *AllGov*.
<http://www.allgov.com/usa/ca/news/top-stories/oakland-school-employees-are-id-theft-victims-after-records-left-in-abandoned-hq-140718?news=853720>

En 2011, un ordinateur qui détenait les dossiers médicaux, protégés par un mot de passe mais non cryptés, de plus de 4 millions de patients a été volé au prestataire de soins de santé Sutter Health. Un recours collectif a suivi, alléguant que la société avait été négligente. La Cour d'appel de Californie a statué contre les patients, "déclarant que personne ne peut prouver que les données ont été utilisées". Cette décision est en conflit direct avec une décision de la Cour fédérale en Floride, en mars dernier, qui permet une indemnisation en cas de violation, que l'information ait été utilisée ou non. (Voir les *Nouvelles HRWG 2014-03*).
<http://www.courthousenews.com/2014/07/22/69729.htm>

Etats-Unis / Iowa. Lors du règlement d'un recours intenté par *Des Moines Register*, le ministère de la Sécurité publique de l'Iowa a accepté de publier les enregistrements audio et vidéo et des rapports écrits connexes montrant l'utilisation d'un Taser (arme livrant une courte secousse d'électricité à haute tension) sur un homme sous la garde du shérif du comté de Worth; il est mort suite à l'affrontement. Cependant, le journal "cherche toujours des copies des rapports déposés par les députés du Comté de Worth impliqués dans l'incident. La Division des enquêtes criminelles a déclaré qu'elle n'a pas ces dossiers, et les fonctionnaires du comté ont dit qu'ils ne les possèdent plus". <http://www.desmoinesregister.com/story/news/investigations/2014/07/22/des-moines-register-open-records-settlement-taser-state-of-iowa/13004703/>

Etats-Unis / Massachusetts. Une "pile géante" de documents hypothécaires, contenant toutes sortes d'informations allant du permis de conduire aux documents de divorce, a été jetée dans un champ à Plymouth, a rapporté *MyFoxBoston*. C'était les archives d'un agent immobilier; il les a maintenant récupérées et brûlées. Le procureur général de l'État enquête.
<http://www.myfoxboston.com/story/25909708/giant-pile-of-mortgage-documents-found-dumped-in-plymouth-field-ag-concerned>

Etats-Unis / Minnesota. *L'Associated Press* a rapporté que l'ancien avocat de droit canon et archiviste de l'archidiocèse catholique de St. Paul et Minneapolis a déclaré: "L'Église a utilisé un système chaotique de gestion des dossiers qui a contribué à dissimuler les antécédents" des prêtres coupables d'inconduite sexuelle, qui leur a permis de rester dans le ministère. Les dossiers des prêtres "ont été dispersés dans différents emplacements de stockage dans tout l'archidiocèse", a déclaré l'archiviste à *Press*, ajoutant: "la présence de nombreuses archives dans de nombreux endroits différents signifiait souvent que des informations importantes n'arrivaient pas dans le dossier personnel du prêtre".
<http://bigstory.ap.org/article/church-lawyer-details-cover-claims-sex-abuse>

Etats-Unis / New Jersey. Les clients de la Butler, Département de l'eau du New Jersey, ont été avertis que le ministère "n'a pas respecté certains règlements fédéraux et étatiques concernant la conservation d'archives d'avril 2010 à juillet 2014", a rapporté *northjersey.com*. Certains documents (fichiers informatiques) qui ont été perdus se rapportent à la clarté de l'eau; l'eau qui est trouble peut "augmenter les chances que l'eau contienne des organismes pathogènes."
<http://www.northjersey.com/news/state-warns-water-utility-about-its-record-keeping-1.1058084?page=all>

Etats-Unis / New York. Selon un rapport du procureur général de l'État, "près de 23 millions de dossiers privés de New-Yorkais ont été exposés à travers les failles de sécurité des données déclarées par plus de 3000 entreprises, organismes sans but lucratif et gouvernements au cours des huit dernières années", a rapporté *l'Associated Press*. "Le piratage délibéré est responsable de 40 pour cent des 5'000 incidents, qui a exposé la majorité des fichiers, suivi par l'équipement perdu ou volé, des actes répréhensibles par des initiés et des erreurs d'inattention."

<http://www.washingtontimes.com/news/2014/jul/15/228-million-new-yorkers-personal-records-exposed/>

Etats-Unis / Iles Vierges. Le superviseur des élections a permis le déchetage des documents de police présentés par les candidats politiques du territoire dans le cadre de leur mise en candidature pour une charge publique. En vertu du Code des îles Vierges, détruire délibérément des documents publics est illégal, a déclaré le *Virgin Islands Daily News*.

<http://virginislandsdailynews.com/news/the-elections-supervisor-and-the-law-she-broke-fawkes-destroys-public-documents-1.1718878>

Publications.

Le Centre international pour la justice transitionnelle et la Fondation Kofi Annan ont publié le rapport d'un colloque organisé avec le soutien du Gouvernement de la Finlande: "[Challenging the Conventional: Can Truth Commissions Strengthen Peace Processes?](http://ictj.org/sites/default/files/ICTJ-Report-KAF-TruthCommPeace-2014.pdf)" <http://ictj.org/sites/default/files/ICTJ-Report-KAF-TruthCommPeace-2014.pdf>

L'Institut National des Standards et de la technologie des États-Unis a publié un projet de rapport préparé par le Groupe de travail *Forensic Science Cloud Computing*, qui donne la liste de 65 défis de Cloud Computing que les actuels enquêteurs de médecine légale doivent relever et par lesquels ils espèrent utiliser les preuves numériques pour résoudre des crimes. Parmi les "défis", il faut "identifier les emplacements physiques de stockage des supports". C'est une question de contrôle à laquelle les archivistes doivent être en mesure de répondre grâce à de bons registres centralisés de localisation.

http://csrc.nist.gov/publications/drafts/nistir-8006/draft_nistir_8006.pdf